



3^e Edition
Forum Sous-régional de la jeunesse

**Engager les jeunes comme partenaires stratégiques
dans la consolidation de la paix et les processus
politiques au Sahel**

Bamako, 25 - 26 octobre 2022





3^e Edition

Forum Sous-régional de la jeunesse

Engager les jeunes comme partenaires stratégiques dans la consolidation de la paix et les processus politiques au Sahel

Bamako, 25 - 26 octobre 2022



Gorée Institute : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique
Résidence Bibi, Rue des Gourmets, Ile de Gorée -
BP 05 - Gorée, Sénégal
Tél : +221 33 849 48 49
Courriel : info@goreeinstitut.org
Site Internet : <https://goreeinstitut.org/>

Gorée Institute, 2023
Coordonné par : Latyr Tine
Conception par : Koassi A. Akakpo

Table des Matières

Mot du Directeur Exécutif.....	6
I. INTRODUCTION.....	8
1. Historique et analyse contextuelle	8
2. Objectifs du forum	10
3. Résultats obtenus	10
4. Démarche méthodologique	11
5. Participation au forum	11
II. CEREMONIE D'OUVERTURE.....	14
1. Discours de bienvenue du Directeur Général de l'EMP - ABB.....	14
2. Allocution du Directeur des programmes de l'Institut Gorée	16
3. Allocution du Président du Conseil National de la Jeunesse du Mali.....	18
4. Allocution du ministre de la Réconciliation Nationale, de la Paix et de la Cohésion Nationale, chargé de l'accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale.....	19
5. Discours d'ouverture du ministre de la Jeunesse et des sports, chargé de l'instruction Civique et de la Construction Citoyenne (résumé)	21
III. PANELS	24
1. La jeunesse : acteur de paix et de stabilité politique au Sahel.....	24
2. Quelle stratégie adopter pour une meilleure inclusion et participation politique des jeunes et des jeunes femmes au Sahel ?	27
3. Rôle et responsabilité des jeunes dans les transitions politiques au Sahel	30
4. Session de partage d'expérience avec la jeunesse	32
IV. TRAVAUX DE GROUPES	36
1. Groupe du Niger.....	36
2. Groupe du Burkina Faso	37
3. Groupe du Sénégal	38
4. Groupe du Mali	39
V. DECLARATION DES JEUNES AU FORUM DE BAMAKO	42
VI. CONCLUSION	46
1. Acteur de la paix et de la stabilité politique au Sahel.....	46
2. Quelques stratégie adopter pour une meilleure inclusion et participation politique des jeunes et des jeunes femmes au Sahel	47
3. Rôle et responsabilité des jeunes dans les transitions politiques au Sahel.....	47
4. La participation des jeunes aux processus politiques : défis, recommandations et actions concrètes à mettre en œuvre	48
VII. ANNEXES	52
1. Agenda du forum	52
2. List des participants	56

Mot du Directeur Exécutif

L'organisation d'un Forum régional annuel s'est inscrite dans la culture institutionnelle du Gorée Institute depuis 2016. Cet événement qui réunit annuellement dans les capitales africaines une cinquantaine de jeunes praticiens et représentants des organisations de la société civile, des partis politiques, des organisations internationales et des institutions gouvernementales, offre à la jeunesse africaine et du Sahel en particulier un cadre de dialogue, d'apprentissage, d'échange d'expériences et de meilleures pratiques en vue d'améliorer qualitativement leur engagement pour la paix et la stabilité politique dans une région où leurs voix ne sont pas souvent écoutées, leurs préoccupations ne sont pas complètement prises en considération et leurs suggestions politiques le plus souvent ignorées.

La jeunesse étant «un partenaire à valeur inestimable qui ne doit pas être en marge des décisions institutionnelles», il est nécessaire de mettre à la disposition de ces derniers un environnement propice pour partager leurs idées et expériences, s'inspirer les uns des autres sur la façon de prendre en charge leur avenir et de repenser la façon de s'engager dans la consolidation de la paix, l'engagement civique et la prise de décision politique pour favoriser la stabilité politique au Sahel.

Les jeunes du Sahel étant perçus par les dirigeants politiques comme inexpérimentés et à court de compétences pour pouvoir proposer des suggestions politiques pertinentes et fondées, le Gorée Institute a choisi cette année une thématique dont la mise en pratique invaliderait tout prétexte de marginalisation de cette plus importante frange du continent : **«Engager les jeunes comme partenaires stratégiques dans la consolidation de la paix et les processus politiques au Sahel».**

L'Institut vise, à travers ce Forum organisé en partenariat avec de l'École de Maintien de la Paix



de Bamako, à attester que les jeunes des différents pays du Sahel disposent d'une expérience significative et des leçons à partager entre eux en ce qui concerne les défis auxquels ils sont confrontés pour accéder aux opportunités sociales, politiques et économiques dans leurs pays respectifs.

Le Forum annuel qui a porté cette année son choix sur la capitale malienne est une partie intégrante de la mise en œuvre du programme Power of Dialogue, conçu pour promouvoir un espace démocratique pacifique et un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif à tous les niveaux. Ce programme pluriannuel (2021-2025) financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères et mis en œuvre par un consortium de quatre (4) organisations, est dans une logique de fournir aux jeunes un espace pour dialoguer et exprimer leurs voix afin d'influencer le changement dans leurs pays respectifs au Sahel.

M. Doudou Dia
Directeur Exécutif du Gorée Institut

01

Introduction générale



I. INTRODUCTION

L'Institut Gorée est une organisation panafricaine de la société civile qui se consacre à la promotion de sociétés pacifiques, autonomes et ouvertes par la recherche, la réflexion, le renforcement des capacités et l'intervention directe dans les programmes ; Considérant que l'École de Maintien de la Paix « Alioune Blondin Bèye » située au Mali est un centre de formation africain qui a pour mission de contribuer au renforcement des capacités de soutien à la paix des Etats africains par un enseignement pluridisciplinaire adapté aux réalités africaines, ouvert sur le monde et fondé sur les concepts de paix et de sécurité.

Conformément à leur objectif institutionnel et aux directives de leurs programmes respectifs, l'Institut Gorée a formalisé un partenariat avec l'École de Maintien de la Paix à Bamako, au Mali, pour organiser conjointement un forum des jeunes à Bamako du 25 au 26 octobre 2022 sur le thème : **« Engager les jeunes comme partenaires stratégiques dans la consolidation de la paix et les processus politiques au Sahel »**. Il s'agit d'une rencontre stimulant qui rassemblera cinquante (50) jeunes et praticiens représentant des organisations de la société civile, des partis politiques, des organisations internationales et des institutions gouvernementales du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal, afin de partager leurs idées et expériences, de s'inspirer les uns les autres sur la façon de prendre en charge leur avenir et de repenser la façon de s'engager dans la consolidation de la paix, l'engagement civique et la prise de décision politique pour favoriser la stabilité politique au Sahel.

Implicitement, les deux institutions ont considéré que leurs missions et mandats respectifs se renforçaient mutuellement ; et en tant que telles, elles ont convenu d'organiser conjointement l'événement visant à contribuer à la réalisation de leurs objectifs communs. Les termes de cette coopération et de cette participation ont été déterminés par un accord issu d'une large

consultation, dans le but de promouvoir la voix civique des jeunes pour qu'ils s'engagent dans les espaces de prise de décision.

L'événement sera honoré par des dignitaires, dont le ministre de la Jeunesse et d'autres acteurs clés du Mali, qui prononceront des allocutions de bienvenue, des messages de bonne volonté et des discours liminaires mettant l'accent sur certains des principaux obstacles politiques, ainsi que sur l'expérience et les défis auxquels sont confrontés les jeunes au 21st siècle. De même, des présentations thématiques mettront l'accent sur des suggestions et des recommandations inspirantes pour motiver les jeunes, ainsi que sur des options politiques pour influencer le changement.

Le forum aura contribué à l'identification d'avenues concrètes pour soutenir les jeunes travaillant sur la consolidation de la paix et l'engagement civique afin de les aider à élargir leurs connaissances et leur expérience avec l'option inspirante d'en faire plus. Le forum permettra également de consolider le partenariat des organisations de jeunesse avec les plateformes de coordination existantes afin d'approfondir les relations entre les organisations de jeunesse de la société civile et les autres parties prenantes aux niveaux national et régional.

1. Historique et analyse contextuelle

Le Power of Dialogue (PoD) est un **programme pluriannuel (2021-2025) financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères et mis en œuvre par un consortium de 4 organisations**. Le forum fait partie de la trajectoire de mise en œuvre du Programme Power of Dialogue visant à contribuer à la création d'un espace démocratique pacifique et d'un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif à tous les niveaux. Dans le même ordre d'idées, le programme Le Pouvoir du Dialogue a décidé de fournir un espace aux jeunes pour dialoguer et exprimer leurs voix afin d'influencer le changement dans leurs pays respectifs au Sahel.

Le forum se justifie par le fait que, bien que des millions de jeunes aient consacré beaucoup de temps, d'énergie et de ressources humaines pour faire entendre la voix d'autres jeunes dans les plateformes de prise de décision publique, les résultats de l'analyse de l'économie politique régionale montrent que leurs voix ne sont guère appréciées, que leurs préoccupations ne sont généralement pas prises en considération et que leurs suggestions politiques sont le plus souvent ignorées. En outre, ils sont souvent perçus par les dirigeants politiques comme manquant de connaissances, d'expérience et d'incompétence pour proposer des suggestions politiques fondées sur des preuves.

En revanche, les jeunes ont une expérience significative et des leçons à partager avec d'autres jeunes d'autres pays du Sahel en ce qui concerne les défis auxquels ils sont confrontés pour accéder aux opportunités sociales, politiques et économiques dans leurs pays respectifs. Cela a également appelé à des moyens de partager les meilleures pratiques sur la façon dont ils ont pu faire face à certains des obstacles politiques à la réussite et des histoires de résilience. Cependant, les espaces civiques tels que ce forum et d'autres plateformes civiques sont presque inexistantes dans le contexte politique actuel du Sahel. En raison du manque flagrant d'un tel forum pour exprimer les préoccupations et partager les opinions sur les défis, la plupart des jeunes sont souvent empiétés par les plateformes de médias sociaux, qui deviennent de plus en plus un refuge pour ceux qui utilisent les jeunes pour

propager des discours de haine comme une manifestation d'intolérance politique.

De même, la frustration croissante face à l'impasse institutionnelle au niveau politique a souvent conduit de nombreux jeunes à s'exprimer par d'autres moyens informels tels que des actions de protestation dans la rue ou des conduites émeutières alimentées par les médias sociaux. Par exemple, alors que l'activisme civique a toujours été dynamique au Burkina Faso au fil des ans, cet activisme a atteint de nouveaux sommets depuis le renversement de Blaise Compaoré en 2012, où les jeunes ont été la force la plus active des manifestations de rue. Il n'est pas surprenant que le désengagement croissant des jeunes vis-à-vis des élites et des institutions politiques au Sénégal, au Mali et au Niger, combiné à la détérioration de la situation économique, ait poussé les jeunes à faire entendre leur voix en dehors des systèmes politiques officiels. Plutôt par le biais des plateformes de médias sociaux, parfois à un coût plus élevé pour le paysage politique.

On s'attend à ce que cet événement soit l'occasion pour les jeunes et les femmes, y compris les jeunes leaders politiques, de faire entendre leur voix et de contribuer ainsi à la formulation et à la mise en œuvre de politiques favorables aux jeunes et aux femmes. C'est également dans ce contexte que l'Institut Gorée et l'Ecole de Maintien de la Paix reconnaissent certains des défis auxquels sont confrontés les jeunes et justifient ainsi le besoin de sensibiliser à ces questions et de favoriser une



coordination et une collaboration accrues des efforts visant à soutenir la participation des jeunes à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits et à la prise de décision politique au Sahel. Pour les deux institutions, il s'agit pour les jeunes de s'engager à échanger des opinions sur un sujet qui a un impact direct sur leur bien-être, leurs passions individuelles et leurs aspirations futures. Il s'agit de créer une opportunité de se connecter avec des pairs et des influenceurs partageant les mêmes idées et de réfléchir à la manière d'influencer les options politiques vers un objectif commun.

2. Objectifs du forum

2.1. Objectif général

L'objectif du forum est de fournir aux jeunes un cadre de dialogue, de réflexion, d'apprentissage, leur participation aux processus de paix et politiques dans leurs pays respectifs au Sahel. Le forum impliquera également des experts et des praticiens qui partageront leurs pensées, leurs analyses et leurs expériences avec les jeunes sur l'état actuel de l'espace civique et la participation active des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique.

2.2. Objectifs spécifiques

- Créer un espace pour un échange intergénérationnel significatif de connaissances, d'enseignements et d'expériences.
- Créer un moyen pour les jeunes d'échanger des expériences et des leçons avec d'autres jeunes d'autres pays du Sahel en ce qui concerne les défis auxquels ils sont confrontés pour accéder aux opportunités sociales, politiques et économiques dans leurs pays respectifs, ainsi que la façon dont certains d'entre eux ont réussi à relever ces défis.
- Permettre aux jeunes d'interagir avec les autorités et les représentants des institutions

internationales et sous-régionales, et de tirer des enseignements de leurs expériences.

- Promouvoir une participation accrue des jeunes aux processus politiques des pays sahéliens ;

3. Résultats obtenus

Le forum a eu comme résultat de :

- Un espace a été créé pour un échange intergénérationnel significatif de connaissances, d'expertise et d'expérience.
- Les jeunes ont échangé et partagé leurs expériences et des leçons avec d'autres jeunes d'autres pays du Sahel sur les défis auxquels ils sont confrontés pour accéder aux opportunités sociales, politiques et économiques dans leurs pays respectifs.
- La jeunesse a eu l'occasion d'interagir avec les autorités et les représentants des institutions internationales et sous-régionales et d'apprendre de leurs expériences.
- Une opportunité de plaider pour une participation accrue des jeunes dans les processus politiques des pays du Sahel a été créée.
- Un appel a été par les jeunes aux autorités étatiques et non étatiques et aux institutions internationales
- Les jeunes ont élaboré des plans d'action pays pour promouvoir la participation des jeunes dans la consolidation de la paix et les processus politiques au Sahel

4. Démarche méthodologique

Le forum est ouvert, participatif et basé sur une méthodologie participative qui a permis de faire des propositions concrètes d'émerger et d'être partagées par tous les participants. Pour se faire il y a eu quatre types de sessions :

- Des discours d'ouverture prononcés par des autorités qui ont fait le point sur la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel avec des recommandations fortes ;
- Des thèmes portant sur des questions spécifiques au Sahel sont présentés et discutés lors des panels ;
- Des séances de partage d'expériences entre des leaders ou des personnalités influentes et des jeunes.
- Des travaux en groupe par pays pour identifier les défis liés à la participation des jeunes aux processus politiques et de consolidation de la paix et proposer des solutions.

5. Participation au forum

Le forum des jeunes de Bamako a réuni plus de 50 jeunes leaders dans des domaines variés et âgés de 18 à 35 ans, issue de 4 pays de la CEDEAO : Le Mali, le Niger, le Sénégal et le Burkina Faso parmi

lesquels les bénéficiaires du programme de mentorat initié par le Gorée Institute.

Compte tenu du grand intérêt que suscitent les activités du Gorée Institute et de l'EMP-ABB auprès des jeunes de la sous-région ces dernières années, la participation au forum a fait l'objet d'une sélection rigoureuse. Les 50 participants sont choisis sur la base de critères tels que l'âge, l'expérience dans les domaines indiqués, la responsabilité, l'appartenance à une organisation ou un réseau, l'engagement civique, etc. ils sont :

- Membres des OSC
- Bénéficiaires du programme de mentorat de l'Institut Goree
- Membres organisations de jeunesse partenaires de l'EMP au Mali
- Conseils de la jeunesse
- Ministères de la jeunesse
- Jeunes des partis politiques
- Jeunes acteurs communautaires
- Organisations de jeunesse
- Représentants d'institutions internationales





02

Cérémonie d'ouverture



II. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre de la Jeunesse du Mali qui a officiellement déclaré l'ouverture officielle du Forum après les allocutions du DG de l'EMP, du Directeur des Programmes de Gorée Institut, du Président du Conseil National de la Jeunesse et du ministre de la cohésion sociale.

1. Discours de bienvenue du Directeur Général de l'EMP - ABB

C'est avec un plaisir réel que je vous souhaite la bienvenue à l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye de Bamako. C'est une fierté légitime que d'accueillir le forum sous régional de la jeunesse sous le thème : engagement des jeunes comme partenaire stratégique pour la paix et la stabilité politique au Sahel.

Il me paraît important de rappeler qu'ici, l'appel lancé à Bamako en 2007 par les organisations des



jeunes pour la promotion et le renforcement des capacités de la jeunesse pour la facilitation de son accès à l'information en vue de lui permettre de jouer le rôle qui lui est dévolu en tant qu'agent dynamique de la gouvernance et la prise de décision. Pour vous dire que le Mali a toujours été à l'avant-garde de tous les combats pour l'avènement d'une Afrique unie, pacifique et prospère.

Messieurs les ministres, honorables invités, mesdames et messieurs, permettez-moi de saluer ici, l'institut Gorée pour son engagement à mettre en place des sociétés autonomes, pacifiques et ouvertes par la recherche, la réflexion, le renforcement des capacités et l'intervention, partage sur plusieurs points la même vision que notre prestigieuse institution. En effet, notre école est un centre d'excellence de l'Union Africaine et de la CEDEAO qui contribue aux renforcements des capacités des États africains en matière de soutien à la paix.

Notre vision c'est d'assurer le leadership régional et continentale en matière de formation, de recherche, d'analyse et d'apprentissage dans la prévention et la gestion des conflits, tout en devenant des catalyseurs de réflexion, de l'innovation afin de relever les défis multidimensionnelles et multiformes liés à la paix, à la sécurité et au développement.

Messieurs les ministres et honorables invités, c'est tout cela qui explique notre forum de ces deux jours qui a pour objectif de fournir aux jeunes un cadre de dialogue, de réflexion, d'apprentissage d'échange d'expérience et de bonne pratique afin d'améliorer leur participation aux processus de paix, aux processus politiques dans leurs pays respectifs.

Le forum fait également appel à des experts et praticiens qui partageront leurs pensées, leurs analyses et expériences avec les jeunes sur l'état actuel de l'espace civique, de la participation active des jeunes à la consolidation de la paix, la

prévention des conflits et la prise de décisions politiques.

Messieurs les ministres et honorables invités, la charte africaine de la jeunesse rappelle en son préambule que la plus grande richesse de l'Afrique est la jeunesse de sa population et s'il y va la participation pleine et active de celle-ci, les africains pourront surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés. C'est pourquoi, nous nous réjouissons aujourd'hui de la participation massive et de qualité des jeunes à cette importante rencontre dédiée à la paix et à la stabilité politique au Sahel.

Qui mieux que vous, qui mieux que nous les jeunes pour remettre notre continent sur les voies de la paix et du développement. Il est important ici de rappeler le rôle qu'a joué la jeunesse dans le processus de décolonisation, la lutte contre l'apartheid, plus récemment d'importants efforts pour encourager le développement et promouvoir des processus démocratiques sur le continent africain qui ne sont plus à démontrer.

Messieurs les ministres, honorables invités, permettez-moi de revenir sur le point « a » de l'article 17 de la charte africaine de la jeunesse qui justifie à lui seule la tenue de ce forum. Cet article stipule, eu égard au rôle important de la jeunesse dans la promotion de la paix et de la non-violence ainsi que les marques physiques et psychologiques profondes laissés par la participation à la violence et aux conflits armés et à la guerre. Les États parties devront :

« Renforcer les capacités des jeunes et des organisations des jeunes dans la consolidation de la paix et la prévention et la résolutions des conflits à travers la promotion d'une éducation interculturelle, l'éducation civique à la tolérance, aux droits humains, à la démocratie, aux respects mutuels de la diversité culturelle, ethnique et religieuse et à l'importance du dialogue, de la responsabilité, de la solidarité et coopération internationale ».

Messieurs les ministres, honorables invités, je reste convaincu que ce forum contribuera à créer un espace pour un échange intergénérationnel significatif de connaissance, d'expertise et d'expérience qui ainsi va permettre aux jeunes de partager des expériences et des leçons avec d'autres jeunes venant de pays du Sahel conscients des défis auxquelles ils sont confrontés. Pour accéder aux opportunités sociales, politiques et économiques.

Enfin, je voudrais exprimer notre profonde gratitude aux deux ministres ici présent, qui ont fait le déplacement et ont tenu à participer à cette cérémonie d'ouverture. Messieurs les ministres, cela montre combien vous êtes attachés à la paix, à la cohésion sociale et au lien entre jeunesse consciente et paix, je vous en remercie et toute l'institution de l'EMP vous en restera reconnaissant. Aussi je voudrais remercier les premiers organisateurs de ce forum que je nomme Gorée Institute pour avoir fait confiance à l'EMP dans le cadre de l'organisation de cette activité importante pour la jeunesse de notre sous-région.

Ce forum ne serait pas sans la participation active des jeunes du Sénégal, du Burkina Faso, du Niger et du Mali. Je tiens à vous gratifier ici ma reconnaissance pour avoir fait le déplacement et répondu favorable à notre invitation. Je souhaite bon vent à ce forum, vive l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye de Bamako, vive Gorée Institute et vive l'avènement de la paix et de la stabilité politique au Sahel.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Colonel Souleymane Sangaré

2. Allocution du Directeur des programmes de l'Institut Gorée

Au nom du directeur exécutif de l'Institut Gorée, qui aurait pu être présent en raison d'un autre engagement officiel très urgent, au nom de l'ensemble des collègues de l'Institut Gorée présent, je voudrais me joindre au Colonel pour vous souhaiter chaleureusement la bienvenue au forum des jeunes pour délibère sur le thème : « Engager les jeunes comme partenaires stratégiques dans la consolidation de la paix et les processus politiques au Sahel ».



Nous sommes ravis d'être parmi vous aujourd'hui. Nous sommes ravis parce que cela nous donne l'opportunité et la fierté de parler aux jeunes leaders aussi distingués du Sénégal, du Mali, du Niger et du Burkina Faso pour discuter d'un sujet très important qui nous tient à cœur.

Mesdames et messieurs

Je voudrais tout d'abord exprimer mes sincères remerciements et mon appréciation pour l'hospitalité de l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Beye de Bamako, au Mali.

Conformément à nos objectifs institutionnels et

aux directives de nos programmes respectifs, l'Institut Gorée a noué un partenariat avec l'École de Maintien de la Paix de Bamako, au Mali, pour organiser conjointement cet événement qui suscite la réflexion, afin de partager des idées et des expériences ; d'inspirer ce groupe de jeunes leaders sur la manière de s'engager dans la construction de la paix, l'engagement civique et la prise de décision politique pour favoriser la stabilité politique au Sahel.

Nous avons considéré que nos missions et mandats respectifs se renforçaient mutuellement ; et par conséquent, nous avons convenu de la manière d'atteindre les objectifs communs de renforcement du partenariat stratégique avec les jeunes dans le domaine de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits, ainsi que de la voix civique des jeunes.

Le Forum est une activité planifiée dans le cadre de la mise en œuvre du programme Le pouvoir du dialogue (PoD) ; un programme pluriannuel (2021-2025) financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères et mis en œuvre par un consortium de 4 organisations. Il vise à contribuer à la création d'un espace démocratique pacifique et d'un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif à tous les niveaux. Dans le même ordre d'idées, le programme Le Pouvoir du Dialogue a décidé de fournir un espace aux jeunes pour dialoguer et exprimer leurs voix afin d'influencer le changement dans leurs pays respectifs au Sahel.

A la question, « Pourquoi les jeunes sont-ils si importants pour l'Institut Gorée » ? La réponse est très simple et directe. Parce que les jeunes ont des valeurs extrêmement grandes de tolérance et de cohésion sociale. Ils aspirent à une vie de dignité pour tous. Ils sont engagés pour la paix. Vous êtes les champions du développement et du changement dans les communautés et les sociétés. Vous apportez une contribution essentielle à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix.

Le programme de mentorat des jeunes qui s'est achevé hier est une manifestation claire de notre engagement en faveur de l'autonomisation des jeunes. Nous sommes convaincus qu'il est nécessaire de créer des espaces permettant aux jeunes de s'exprimer librement et de débattre avec leurs pairs et les décideurs politiques, afin d'influencer les comportements, les idées et les politiques. C'est l'esprit qui sous-tend le forum des jeunes. Dans ce sens, les jeunes leaders politiques, les jeunes praticiens de la consolidation de la paix et les jeunes défenseurs de l'égalité des sexes doivent avoir l'occasion de partager leurs expériences et leurs défis, ainsi que les leçons de vie pratiques qui pourraient être utilisées par d'autres jeunes dans d'autres pays. C'est pourquoi nous donnons plus de voix aux jeunes en établissant un réseau entre eux. En outre, nous devons fournir aux jeunes des outils éducatifs utiles et concrets pour lutter contre la violence, la haine et l'extrémisme.

Nous sommes confiants et optimistes quant à ce que l'avenir nous réserve. Nous sommes convaincus que la promotion d'un dialogue pacifique, d'un renforcement de la confiance à long terme et d'un partenariat stratégique avec les jeunes est le seul moyen de relever les défis de la paix, de la sécurité et de la gouvernance dans nos pays.

Je finirai par cette citation de Robert Kennedy qui lance un appel en juin 1966 pour que

l'émancipation de la jeunesse devienne une réalité. Il dit ceci : "Ce monde exige les qualités de la jeunesse : pas un moment de la vie mais un état d'esprit, un tempérament de la volonté, une qualité d'imagination, une prédominance du courage sur la timidité, de l'appétit d'aventure sur l'amour de la facilité." Aujourd'hui comme en 1966, ces mots sont encore aussi puissants et inspirants : ils nous rappellent le potentiel et la force de la jeunesse dans notre monde en mutation.

En effet, les jeunes sont souvent dépeints comme les leaders de demain. Mais, en réalité, ils sont déjà à l'origine d'un changement important aujourd'hui, notamment dans les contextes de conflit et de fragilité. En fait, je ne suis pas ici pour parler de quelques grands exemples du passé mais pour mettre en lumière des initiatives réelles et concrètes prises chaque jour par des jeunes comme vous dans le monde entier.

Je vous souhaite des travaux fructueux tout au long de ces deux jours.

Merci

M. Kalie Silah



3. Allocution du Président du Conseil National de la Jeunesse du Mali

Je voudrais tout d'abord remercier le Gorée Institute et son partenaire l'EMP d'avoir associé le CNJ du Mali à cet important Forum régional portant sur un sujet aussi important que stratégique 'Engagement des jeunes comme partenaires stratégiques pour la paix et la stabilité politique au Sahel » qui est un sujet d'actualité car notre région est frappée par une instabilité politique auquel s'ajoute une crise sécuritaire sans précédent.



Ce forum vient à son heure car aujourd'hui, ces phénomènes récurrents méritent d'être analysés en prenant en compte les avis des uns et des autres dans démarche inclusive et un dialogue collaboratif, c'est pourquoi je magnifie la démarche de ce forum qui met autours de la table des acteurs étatiques et non étatiques dont la plupart sont des membres de la société civile, pour échanger sur les transitions démocratiques et stabilité politique au Sahel. Je salut particulièrement l'implication des jeunes qui, à l'origine, étaient aux avant-postes des luttes pour la démocratie mais aussi des femmes

qui sont souvent mises à l'écart quand on discute des questions liées à la gouvernance démocratique et au processus politiques.

Après avoir parcouru l'agenda de cet important forum, je suis conscient qu'à la fin de ces deux jours d'échange et de réflexion, nous trouverons ensemble des réponses à des questions que la jeunesse se pose..

Il faut reconnaître qu'aujourd'hui, des conflits latents ou qui couvent dans nombre de nos pays sont ravivés par les effets du terrorisme et du radicalisme religieux au Sahel et en Afrique de l'Ouest alors que des régimes militaires sont venus offrir un nouvel élan d'espoir après que les régimes arrivés au pouvoir par les urnes aient fait preuves de leurs insuffisances et limites dans un certain nombre de pays. Depuis quelques mois, des transitions politiques sont entamées dans un contexte de vives contestations, d'un vent inédit de « populisme » pour certains et même de surenchères nationalistes voire diplomatiques mais la jeunesse consciente porte toujours espoir à cette junte tant contestée à l'échelle international.

Mesdames et messieurs, chers invités, pour finir, je rappelle que si l'instabilité politique est un thème récurrent au Sahel, les événements violents sont néanmoins devenus plus fréquents et aussi violents ces dernières années et les dynamiques qui les sous-tendent se complexifient. Donc j'espère que l'aspect sécuritaire sera bien pris en compte dans les débats car on ne peut pas parler de stabilité politique dans un environnement où règne une insécurité grandissante.

Je vous remercie

M. Habib DACKOUCO

4. Allocution du ministre de la Réconciliation Nationale, de la Paix et de la Cohésion Nationale, chargé de l'accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale

C'est un grand honneur pour moi d'assister à cet important forum sous régional de la jeunesse ici à Bamako. Et de pouvoir célébrer l'esprit d'engagement de solidarité et d'initiative de la jeunesse africaine en générale et du Sahel en particulier.

Permettez-moi de remercier l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye et son partenaire stratégique l'Institut Gorée, initiateur de ce forum et fédérateur de la jeunesse de notre sous-région.

Mes mots de remerciement s'adressent ensuite à vous les jeunes, recevez mes plus sincères félicitations pour votre sélection. En effet, vous avez été choisis sur la base des critères tels que l'expérience, la responsabilité et l'appartenance à une organisation ou à un réseau et surtout l'engagement civique. Encore une fois je vous adresse mes chaleureuses félicitation.

Mesdames et Messieurs, honorables invités, la thématique choisie pour ce forum « engagement des jeunes comme partenaire stratégique pour la paix et la stabilité politique au Sahel » a pour objectif de fournir aux jeunes des cadres de dialogue, de réflexion, d'apprentissage, d'échanges d'expérience et de bonnes pratiques afin d'améliorer leur participation aux processus de paix politiques dans leur pays respectifs au Sahel surtout le forum impliquera également, des experts et praticiens qui partagerons leur passion, leur analyse et leur expérience avec les jeunes sur l'état actuel de l'espace civique, et la participation active des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique .

Comme vous le savez, les pays du Sahel traversent aujourd'hui des crises multidimensionnelles liées au terrorisme, à la criminalité transfrontalière, aux conflits intercommunautaires souvent



instrumentalisés pour ne pas dire tout le temps. Et la nécessité d'apporter des solutions endogènes est de plus en plus sollicitée et la jeunesse apparaît comme l'enjeu principal, le tenant et l'aboutissant de cette démarche.

Mesdames et Messieurs, honorables invités, très chers jeunes, cette thématique pertinente cadre parfaitement avec nos missions au ministère de la réconciliation. Nous partons du principe que les conflits et les divergences doivent être réglés par des moyens pacifiques tels que la médiation et l'inclusivité. Les nombreuses guerres qu'a connu le monde témoignent de l'importance des facteurs essentiels de la réalisation de la paix et de la sécurité qui constituent la pluralité de l'agenda politique. Le respect et la différence est le seul moyen de parvenir à la vérité. Nous sommes persuadés que les conflits peuvent être évités grâce à la médiation et à la rencontre des parties opposées en vue de régler les différends.

Mesdames et Messieurs, honorables invités, la conservation de la paix doit intégrer en amont cette préoccupation des réconciliations. Nous nous devons de promouvoir les processus de plus en plus

inclusifs possibles. Ils doivent associer les femmes, les jeunes, les acteurs de la société civile et les responsables communautaires et religieux. Justement, les jeunes, ou les jeunes qui vivent aujourd'hui dans des contextes touchés par les conflits, ils sont parmi les plus touchés par les formes de violences multiples et souvent liés à la violence politique et des gangs criminels aux crimes organisés et aux attaques terroristes qui affligent leur pays, leurs communautés. Ce qui entraîne des couts humains, socioéconomiques énormes et durables. Au cours de la dernière décennie, l'implication de ces frères jeunes, les jeunes hommes mais aussi de plus en plus des jeunes femmes vers la violence et des groupes extrémistes ont conduit certains à dépeindre la jeunesse en générale comme une menace pour la sécurité et la stabilité mondiale. Mais la recherche montre que les jeunes qui participent activement à la violence sont une minorité. Tandis que la majorité, malgré les injustices, les privations et les abus auxquelles ils peuvent être confrontés quotidiennement en particulier dans les contextes de conflits ne sont pas violents et ne participent pas à la violence. De plus un nombre croissant de peuples suggère que des jeunes hommes et femmes peuvent jouer et jouent un rôle actif en tant

qu'agents de changement positifs et constructifs. La résolution 2250 du Conseil de Sécurité récemment sortie sur la jeunesse, la paix et la sécurité marque la reconnaissance formelle du rôle positif des jeunes femmes et hommes dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Mesdames et Messieurs, honorables invités et chers jeunes, la responsabilisation de la jeunesse et son implication dans le processus de paix, de sécurité et de réconciliation doit être un objectif partagé dans nos Etats. En résumé, une paix durable dépend de notre capacité à travers une manière intergénérationnelle et intellectuelle et à créer des opportunités pour les efforts menés par les jeunes.

Mesdames et Messieurs, honorables invités faisons ensemble le pari vers un avenir meilleur pour le monde, pour la génération présente et à venir, en nous mobilisant pour traduire cette noble ambition en réalité. Sur cette note d'espoir je vous souhaite à toutes et à tous un très bon forum et je vous remercie pour votre attention.

Colonel Major Ismael WAGUE



5. Discours d'ouverture du ministre de la Jeunesse et des sports, chargé de l'instruction Civique et de la Construction Citoyenne (résumé)

Le présent forum sous-régional de Bamako offre l'heureuse occasion de mobiliser et de donner la parole à la jeune génération sur un éventail de questions sociétales. Il se veut donc un espace pour développer des éléments de langage nécessaires pour promouvoir des stratégies et politiques en faveur de la paix et de la sécurité face à la violence et aux conflits. Ces deux fléaux constituent des entraves réelles à l'effectivité de la paix mondiale et au développement durable pour le bonheur de l'humanité. Le développement durable reposant sur la paix ne pourra être réalisé qu'en donnant la priorité à la voix, à l'action et au leadership de la jeunesse, en considérant les jeunes comme des agents de changement résilients, des acteurs de la transformation sociale escomptée et en se convainquant que sans la jeunesse, le futur est futile.

Distingués invités ; Mesdames et messieurs, Vous le savez, la région du Sahel, déjà en proie à l'instabilité sociale et politique, à une violence généralisée, à des pénuries alimentaires et touchée de manière disproportionnée par la crise climatique, est aujourd'hui confrontée à une augmentation des mouvements de personnes avec son corolaire de déplacés et de réfugiés. La mauvaise gouvernance fut l'un des facteurs clés de cette crise. Les femmes et les jeunes, bien que représentant la grande majorité de la population dans la plupart des pays sahéliens, sont confrontés à des défis importants dont la faible participation dans les processus de prise de décisions.

Mesdames, Messieurs, Le Mali, à l'instar d'autres pays du Sahel, a été affecté par la crise sécuritaire exacerbée par la pandémie de la COVID-19. En dépit de ces défis importants engendrés par le contexte de crise, une bonne partie des jeunes s'investissent dans le domaine de l'entrepreneuriat. Ils s'engagent comme partenaires stratégiques pour la paix et la stabilité politique au Sahel. Ils



contribuent à la réduction du chômage, à la productivité, à la création de richesses et au développement de l'économie du pays. Pour impulser cette dynamique, l'Etat l'Etat malien a adopté une politique de promotion des petites et moyennes entreprises, et est en train de mettre en place progressivement un système d'allégement fiscal profitable aux jeunes startups. Pour une vision globale et plus holistique, il a élaboré une Politique nationale de la Jeunesse, unique cadre de référence pour toutes les interventions en matière de jeunesse. Le Gouvernement du Mali a encouragé les institutions financières à accorder aux jeunes entrepreneurs des lignes de subvention et des taux d'intérêts préférentiels dans l'octroi des crédits en vue d'accompagner leur démarrage et assurer leur envol.

Mesdames, Messieurs, Les jeunes font partie des premières victimes de la radicalisation et des conflits qui annihilent toute action en leur faveur. Leur participation à la prévention et au règlement des différends est donc essentielle à l'instauration d'une paix durable. Pour ce faire, il est essentiel de créer de tels espaces pour féconder les échanges, partager les expériences et capitaliser les bonnes

pratiques. C'est à ce prix, qu'éclairés et de façon responsable, les jeunes joueront toute leur partition pour réaliser la transformation escomptée de nos sociétés pour le bonheur des populations.

Mesdames et Messieurs, Je pus vous dire que le meilleur des investissements est celui réaliser au profit et pour le compte de la jeunesse. De ce fait, la jeunesse doit être la priorité des priorités. La ressource humaine est le moteur du développement et les jeunes en constituent le cœur. Nous nous devons d'offrir à nos jeunes une formation de qualité, des compétences pratiques et un soutien social afin de les positionner comme une force positive pour le changement et les mobiliser pour l'édification de nos sociétés.

Mesdames, Messieurs, Tant que nous ne nous attaquerons pas au problème de l'exclusion des jeunes, nous ne pourrons pas empêcher les problèmes de l'extrémisme des jeunes. Ils ont besoin d'espaces sûrs et protégés pour poursuivre l'innovation et la créativité qui favorisent la consolidation de la paix. Lorsque les institutions sociales ne fournissent pas de tels espaces, les jeunes sont souvent amenés à créer ces lieux eux-mêmes. Bien que notre région du Sahel fait

régulièrement parler d'elle à travers drames sécuritaires et humanitaires, reflets de multiples crises qui la secouent, elle est aussi un terreau d'espoir et révèle d'énormes potentiels liés aux ressources humaines, naturelles et culturelles abondantes.

Mesdames, Messieurs ; Chers partenaires, Mon département attend avec impatience vos conclusions et recommandations qui contribueront fortement à impulser davantage la contribution de la jeunesse à l'effort national et vous assure qu'il ne ménagera aucun effort pour vous accompagner dans leur mise en œuvre et ce, en respect du Plan d'Action Gouvernemental (PAG). Sur ce, je déclare ouvert le Forum des Jeunes de Bamako. Vive la jeunesse dans une Afrique unie et prospère ! sur ce, je déclare ouvert le forum sou régional de la jeunesse sur « Engager les jeunes comme partenaires stratégiques dans la consolidation de la paix et les processus politiques au Sahel »

Je vous remercie.

M. Mossa Ag Attaher



03

03

Panels



III. PANELS

1. La jeunesse : acteur de paix et de stabilité politique au Sahel

Ce panel est animé par Abdoul Kassim FOMBA,



Coordonnateur National THINK PEACE SAHEL

1.1 Présentations

Questions majeurs

- Comment agir face à la violence de manière non-violente sans que cette action n'en engendre une nouvelle?
- Comment influencer son environnement pour une meilleure stabilité ?

Les défis

- Le difficile changement de prisme: l'instabilité politique des pays - remise en question du contrat social au sein de la société
- La non prise en compte (ou l'incompréhension) des attentes des jeunes dans les réponses de l'Etat (documents de politique nationale, services publics,...);
- L'inadéquation, l'inefficacité ou l'inexistence

des services de l'Etat ;

- Manque d'opportunités de développement individuel et économique pour les jeunes

Réponses

- Mettre les communautés notamment les jeunes au cœur du développement;
- Renforcer ou mettre en place des cadres locaux de réflexion et d'échanges multi-acteurs coordonnés les jeunes pour identifier ou anticiper tout conflit ou tout risque de conflit mais aussi être une force de proposition;
- Organiser les canaux de collecte, de traitement des informations et de réponse locale dans le cadre des systèmes d'alerte sécuritaire;
- Renforcer les liens avec les autorités locales (administratives et coutumières) pour impliquer davantage les jeunes dans des activités de médiations locales;
- Renforcer la légitimité des mécanismes traditionnels avec une prise en compte des jeunes et des femmes;
- Informer, analyser et proposer des pistes de solutions locales, inclusives, tenant compte des sensibilités;

- User des vecteurs fédérateurs (culture, sport, griots,...) pour communiquer, pour valoriser et sensibiliser;
- Renforcer les capacités des jeunes des OCB et mettre l'accent sur la formation des pairs.
- Construire la paix :
 - Rôle de veille,
 - Plaidoyer,
 - Coopération des communautés avec les autorités locales et les FDS
- Influence des communautés sur l'individu:
 - Leaders communautaires/ leaders traditionnels
 - Leaders religieux
 - Créer des cadres de dialogue
 - Spécialiser les jeunes - réseaux (Sécurité, processus de paix, Gouvernance locale)
- Impliquer les jeunes et femmes dans les instances politiques de décision
- Créer un repère de succès pour les jeunes
- Organiser et proposer pour les Réformes
- Piste de réflexion:
 - Rédaction de la nouvelle constitution au Mali: quelles perspectives pour les jeunes et les femmes ?
 - Cadre stratégique de la Refondation de l'État (2022-2031) assorti d'un Plan d'actions (2022-2026);
 - Plan d'actions prioritaires du Gouvernement de la Transition (2022-2024)

1.2. Points de discussion

La participation des jeunes aux processus politiques et aux processus de paix et de sécurité au Sahel serait plus avantageux si les quotas sont mis en place mais il faut qu'il y ait des mesures d'accompagnement plus ou moins contraignantes pour faire respecter le système des quotas sur au niveau de la participation politique. Cependant le système des quotas crée une forme de compétition chez les jeunes qui au lieu d'unir leurs forces pour atteindre des objectifs communes vont plutôt se battre pour se positionner aux postes électifs mais cela peut dans une certaine mesure constituer un avantage car permettant l'élection de jeunes ayant le mérite d'occuper des postes de responsabilité.

Problèmes dans la définition de qui est jeune constitue un véritable défis dans nos pays. Même si les Nations unies considèrent les personnes âgées de 18 à 35 ans comme étant les jeunes, ceux de 35 à 40 ans sont les plus représentatifs dans les instances. Maintenant reste à savoir s'il faudra envisager à revoir la définition du terme « jeune » car ceci permettrait de considérer que des pas ont été franchis dans la politique d'inclusion des jeunes dans les instances de prise de décisions.

Le discours qui revient est « il faut arracher » la place aux vieux s'ils ne veulent pas la céder. Mais certains d'entre eux ne sont pas d'accord, pour eux, il faut plutôt un leadership des jeunes et un dialogue inclusif avec les plus âgés pour que ces derniers s'engagent à mener le combat pour les jeunes surtout pour les futures générations. Il y a un véritable problème de leadership chez les jeunes d'aujourd'hui. Il est temps que les jeunes acceptent qu'on ne puisse rien gagner dans la discorde et la divergence, les jeunes doivent s'appesantir plus sur les combats communs que sur les divergences qui les séparent ou les désunissent. Parfois c'est leur comportement qui constitue un obstacle à leur accession aux instances de décisions. Quand les jeunes sont devant, ils oublient ceux qui sont derrière, ce qui fait que ces jeunes trop frustrés parce que faiblement ou pas du tout impliqués.

Les jeunes au sein des partis politiques sont cloisonnés, ils sont dans des groupements ou associations des jeunes ou d'étudiants des partis politiques avec des combats qui se limitent à occuper les têtes de ces groupes réducteurs au lieu de se battre pour occuper des postes de responsabilité pouvant leur permettre de pouvoir accéder aux postes électifs. Alors les jeunes et femmes vont se battre pour être présidents des cellules de jeunes ou femmes pendant ce temps, les plus âgés vont compétir pour la présidence du parti. Il faut aussi noter que les jeunes n'ont pas un pouvoir économique pour pouvoir accéder aux postes de décision.

Il faut par ailleurs noter d'autres problèmes dans les structures de jeunes liés à l'alternance au sein de ces organisations qui se posent. Sans compter que les organisations faitières comme CNJ ne portent pas

souvent le combat des jeunes à cause de leurs casquettes politiques car leurs financements viennent souvent du parti au pouvoir d'où l'utilisation de l'exemple des CNJ en Europe qui sont des capteurs de fonds et font des appels à projets.



2. Quelle stratégie adopter pour une meilleure inclusion et participation politique des jeunes et des jeunes femmes au Sahel ?

Ce panel est animé par Mme Hadja SAMAKE, experte en genre et formatrice permanente à EMP-ABB

2.1 Présentation

La participation politique et l'égalité des sexes qui est une vision plutôt quantitative de la participation



politique qui ne tient pas compte de la nécessité d'un « apprentissage politique » et de l'organisation des communautés d'intérêts.

Aussi, les quotas ont été adoptés dans de nombreux pays comme mécanisme de choix pour faire pression en faveur d'un plus grand équilibre entre les sexes dans les institutions politiques.

L'hypothèse selon laquelle la participation formelle ou numérique aux institutions de l'État conduira automatiquement à la représentation des intérêts des femmes et à l'approfondissement de la démocratie s'est avéré insuffisante. Par voie de conséquence, les quotas n'ont pas réussi à s'attaquer concrètement aux facteurs responsables de la fermeture de l'espace aux femmes. L'examen des expériences nationales montre l'existence d'une superstructure qui détermine les opportunités des

femmes en politique et les limites de leurs aspirations.

Les quelques défis entre autres

Deux obstacles majeurs empêchent les femmes de participer pleinement à la vie politique ; Il s'agit d'obstacles structurels qui font que les lois et les institutions discriminatoires limitent encore la capacité des femmes à se présenter aux élections, et de lacunes en matière de capacités (GP-MR incapacité à mobiliser des fonds), qui se produisent lorsque les femmes sont moins susceptibles que les

hommes de posséder la formation, les contacts et les ressources nécessaires pour devenir des dirigeants efficaces.

• Les facteurs structurels

- Les institutions patriarcales qui ont tendance à repousser les femmes vers la sphère privée
- La pauvreté : les femmes ne détiennent pas leurs propres ressources. C'est un facteur important dans la participation politique des femmes.
- La nature répressive de la socialisation (les femmes ne sont pas habituées à prendre la parole en public, dénigrement du rôle de la femme) crée le manque d'estime de soi

- Les rôles multiples des femmes : rôle reproductif, productif et communautaire : Les responsabilités familiales incompatibles avec le temps politique
- **Les défis liés à la capacitation et à la formation**
 - L'analphabétisme : cas de la loi 052 du Mali. Pas encourageant pour les partis politiques de prendre des femmes analphabètes
 - Faible prise en compte de la relation entre la participation politique des femmes et le processus de paix
 - L'absence de solidarité féminine : Aujourd'hui il y a beaucoup de réseaux, de plateformes, d'associations, d'observatoire. Ces OSC peuvent largement contribuer au renforcement des capacités.

Pistes et approches à adopter pour une meilleure participation des femmes et des jeunes à la vie politique

Dans cette partie de la présentation, il est question pour madame Samaké de proposer un certain nombre de pistes de solution pour favoriser la participation politique des femmes et des jeunes dans la vie politique au Mali, au Niger, au Burkina et au Niger. Et trois points ont été relevés par l'experte en genre. Il s'agit de :

1. Leadership transformationnel (assurer la relève)
2. Capitalisation avec l'obligation pour les femmes de rendre des comptes. Femmes ont vous regardent partout. Quelle a été la plus-value dans ces mécanismes ?
3. Promotion des femmes modèles et de leur approche

Pour renforcer son propos, elle a cité des exemples de femmes qui ont occupé de fonctions stratégiques au plus haut sommet des états de ces pays et pour qui le parcours n'était pas si facile.

Elle a fini par proposer aux jeunes (hommes et femmes) participants du forum de réfléchir et d'effectuer des recherches sur un certain nombre de question dont le résultat constituerait déjà des éléments de réponses à la question « Quelle stratégie adopter pour une meilleure inclusion et participation politique des jeunes et des jeunes femmes au Sahel ? »

- Comment les femmes et jeunes peuvent-elles travailler ensemble de manière plus efficace sur des questions d'intérêt commun dans un cadre pluripartite ?
- Comment bâtir un mouvement des femmes et de jeunes fort et dynamique apte à appuyer les dirigeantes politiques ?
- Comment les femmes peuvent-elles équilibrer leurs rôles multiples au sein de la société et dans la politique ?
- Comment la socialisation perpétue-t-elle les aspects culturels défavorables à la participation des femmes et des jeunes à la vie politique ? programme de masculinité positive dans le domaine politique
- Comment les femmes et les jeunes arrivent-elles à mieux se positionner au sein des partis politiques ? écrits sur ses expériences
- A quel niveau les femmes ou les jeunes en politique sont-elles efficaces ? Faut-il les placer à tous les niveaux ?
- Comment les priorités des femmes et des jeunes peuvent-elles devenir les priorités des partis politiques ?
- Quels sont les moyens les plus efficaces pour adopter le système de quotas en faveur des jeunes ou des femmes ? le préalable, pendant le mandat

- Dans quelle mesure le grand nombre de femmes au sein des institutions politiques contribuera-t-il à produire des politiques tenant compte des besoins des deux sexes ?
- Quels sont les mécanismes pour le maintien et le renforcement des succès ou des acquis et des meilleures pratiques des femmes et jeunes ?
- De quel type de renforcement de leurs aptitudes les dirigeantes ont-elles besoin pour influencer sur les décisions de manière efficace ?

2.2. Points de discussion

Les échanges ont encore principalement porté sur la parité et les quotas. Sur ce point il y a paradoxalement plus de non que de oui pour des raisons d'obstacles financiers et de capacités. Les femmes ne sont pas généralement assez formées au même titre que les hommes pour augmenter leurs chances, la preuve est que dans les écoles africaines on retrouve plus de garçons que de filles et pourtant les populations sont majoritairement des femmes dans beaucoup de pays. En plus de cela, il faut noter la violence économique dont les femmes sont victimes. Ces lacunes dues aux facteurs structurels que connaissent certains pays doivent être comblés

par un renforcement de capacité permanent des femmes.

Il faut que les femmes aient beaucoup plus confiance en elles et arrivent à se faire entendre au sein de sociétés patriarcales en portant ensemble le combat pour les femmes et par les femmes. Car la rivalité et la compétition entre les femmes est aussi un problème comme il l'ai chez les jeunes. Il faut reconnaître que la compétition n'est pas mauvaise en soi dans la mesure elle pousse les compétitrices à s'améliorer pour se positionner, mais elle doit être accompagnée de mesures de sorte à éviter les compétitions mal seines. Le quota est un outil pour faire avancer plus rapidement la participation des femmes mais celui-ci doit être aussi accompagné de mesures à le rendre obligatoire.

Le leadership des femmes et leur avancement s'opposent parfois à leurs rôles au foyer et dans les maisons qui constituent un obstacle. Par exemple, même quand une femme doit rencontrer le président et que c'est son tour pour le travail à la maison, elle va rester à la maison. Ces facteurs font que l'engagement politique des femmes est limité même s'il favorise le développement économique et social d'un pays mais une aussi et surtout une démarche inclusive et participative dans la gestion de la chose publique. L'engagement politique des



femmes a un impact positif dans nos pays mais peu de femmes s'intéressent à la politique pour manque de compétences et d'accompagnement et les États ont parfois complices à cause du manque de volonté politique vis-à-vis des femmes.

3. Rôle et responsabilité des jeunes dans les transitions politiques au Sahel

Ce panel est animé par monsieur Mathias C. HOUNKPE, Directeur Pays de IFES



3.1 Présentation

Dans un premier temps, le paneliste décida de diviser les participants en 4 groupes pour répondre chacun à une des questions qu'il avait déjà préparées.

- **Les questions :**

1. Groupe 1 : identifiez quelques-unes des raisons qui ont conduit aux transitions en cours dans le Sahel
2. Groupe 2 : décrivez quelques rôles que jouent les jeunes dans les transitions en cours au Sahel
3. Groupe 3 : Citez quelques obstacles majeurs à la participation des jeunes aux processus de transition en cours au Sahel
4. Groupe 4 : souhaiteriez-vous continuer à vivre

en démocratie, dans la liberté, avec les élections ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?

3.2. Points de discussion

Depuis plusieurs années le Sahel est confronté à des défis multidimensionnels. Malgré les efforts consentis par différentes catégories d'acteurs (internes et externes), la situation semble ne pas s'améliorer dans le temps Il est important de poursuivre la réflexion sur la meilleure manière de

mobiliser les ressources internes aux pays du Sahel dans l'établissement de la paix et le fonctionnement de la démocratie dans la région. Les jeunes constituent une partie des forces majeures dont disposent ces pays et il est pertinent de les amener à pleinement participer. Et la transition est une opportunité pour les réformes et la recherche de solutions aux défis de la société.

- **Défis auxquels sont confrontés les pays du Sahel après une décennie d'insécurité qui s'aggrave dans le temps et de mauvaise gouvernance :**
 - La restriction de l'espace civique et politique
 - La manipulation des élections à travers le contrôle des institutions de l'état, capture de l'état

- La transformation des états en des champs de bataille géostratégique
- Les défis liés à la distribution des ressources, au changement climatique, etc.
- La victimisation des hommes en uniforme à cause de la mauvaise gouvernance, exemple Mali et Burkina où les militaires sont tués parce que sous-équipés
- La frustration par rapport à la politique : opinion des jeunes de 18-35 ans
- La non-satisfaction des jeunes du fonctionnement de la démocratie
- **Demandes des jeunes par rapport à la politique, celles-ci sont nombreuses :**
 - Ils préfèrent les élections comme moyen de sélection des leaders
 - Ils préfèrent la démocratie à tout autre mode de gouvernement
 - Ils demandent des gouvernements qui rendent compte de la gestion des derniers publiques
 - Ils rejettent le système de parti unique
- **Implication des jeunes dans les affaires de la cité :**
 - Ils ne participent pas à des réunions au niveau de leur quartier sur des questions d'intérêt général
 - Mais ils participent aux élections
 - Ils ne s'associent pas à d'autres jeunes pour soulever des questions d'intérêt général
 - Ils ne sont pas parfois aptes à aller manifester pour des changements démocratiques
- **Obstacles liés à l'implication des jeunes dans les affaires de la cité:**
 - Cadre légal inadéquat (âge, discrimination positive, etc.)
 - Manque de confiance dans la capacité des jeunes (y compris par les jeunes eux-mêmes)
 - Rareté des opportunités (qui poussent les plus âgés à rester sur l'espace politique plus longtemps)
 - Manque de coordination dans les initiatives en faveur des jeunes (activités initiées seulement à certains moments et de manière éparpillées, etc.)
 - Manque d'intérêt des jeunes pour la participation (e.g., ça ne changerait rien)
 - Manque de capacité de la part des jeunes
- **Recommandations :**
 - Éviter à être instrumentalisé particulièrement aujourd'hui contre la désinformation ;
 - Créer des espaces d'approfondissement des défis (causes de la transition) de la société afin de contribuer à apporter des solutions idoines (e.g. CIV et l'ivoirité).
 - Faire gagner confiance aux jeunes que leurs participations puissent contribuer à transformer la société
 - Travailler à faire évoluer le cadre légal qui fait plus de place aux jeunes dans la gestion des affaires de la cité (faire le lobby auprès des décideurs) – les préoccupations des jeunes sont prises en compte
 - Travailler à lever les barrières culturelles qui favorisent par exemple le droit d'ainesse
 - Se mobiliser pour faire entendre la voix des jeunes dans le cadre des différentes solutions qui sont apportées aux défis : (i) en association, (ii) individuellement, (iii) à travers les groupes organisés (partis politiques, syndicats, etc.

4. Session de partage d'expérience avec la jeunesse

4.1 Présentation et points de discussion

Monsieur Baba Dakono est venu partager avec les jeunes le récit de sa vie en parlant, de défis, des obstacles, des échecs mais aussi et surtout de la manière dont il a pu en tant que jeunes faire face à tous ces problèmes pour en arriver là il est maintenant.



- **Parcours**

Dans son parcours il l'a segmenté en 3 temps.

1e temps : Formation et éducation

Formé au Mali et noté que dans sa vie, il avait toujours de mauvais résultats scolaires quand il n'était pas avec les parents.

Son expérience académique pas comme la vôtre. Pour compléter sa formation académique il beaucoup utilisé l'internet. Il a ainsi passé des semaines pour apprendre. Dans le même temps, il a su prioriser les acquisitions de connaissances.

2e temps : Assistant au comité de réforme

Dans son parcours, il a été assistant comité de réforme. Il a su saisir les opportunités qui se présentaient quand, par exemple, il a su pouvoir être utile en proposant de faire des présentations PowerPoint aux membres de la commission des réformes-

La leçon, il est important d'être organisé et concilier les obligations professionnelles et sociales

Concours de circonstances : Mali en crise

3e temps : Création de sa structure, observatoire

Ainsi il pouvait avoir une plus grande influence dans la gouvernance de son pays-

L'observatoire est un outil pour avoir de l'impact sur les décisions publiques et faire en sorte que les communautés s'impliquent davantage

A retenir que dans ses analyses il est essentiel de sauvegarder sa crédibilité et garder son objectivité. C'est ainsi seulement qu'il pouvait éviter d'être considéré comme adversaire.

A cet effet, il lui faut résister à la tentation d'être dans l'étau du système. Le conseil est « Soyez jaloux de votre indépendance ! »

Les principaux conseils donnés aux jeunes et en réponse à leurs questions, ont été :

- La plus grande épreuve ? La carrière professionnelle est ponctuée d'épreuves, dans certains cercles plus vous êtes proche du chef, plus vous êtes détesté.
- Dès que tu es devant, tu n'es plus productif.
- Le plus grand défi c'est de défendre ce en quoi on croit devant l'adversité.
- L'observatoire a été créé pour pouvoir inscrire dans l'agenda et le débat public ce en quoi on croit.

- Refaire ? Mon passage au cabinet du premier ministre ? Non parce que je ne suis pas convaincu d'avoir été utiles
- Dans 5 ans ? Passer à autre chose. Si je suis toujours actif au sein de l'observatoire dans 5 ans c'est que je n'ai pas atteint l'objectif.

Selon lui les erreurs et les mauvais choix sont parfois inévitable pour un jeun très ambitieux mais l'essentiel c'est d'avoir la capacité à se relever pour mieux rebondir, d'apprendre de ces erreurs pour faire des choix plus intelligent dans l'avenir. Il a donné des conseils aux jeunes et a insisté sur le fait de ne pas être attentiste car rien ne leur sera donné tant qu'il n'ont pas mené un combat pour l'obtenir car les plus âgés veulent jalousement garder la meilleure part du gâteau et ne comptent pas céder la place. Des échanges fructueuses ont eu entre monsieur Dakono et les jeunes participants au forum qui oint beaucoup appris de son expérience.

4.2 Biographie de Baba Dakono

Pour rappel, Monsieur Baba Dakono est actuellement Secrétaire exécutif de l'Observatoire citoyen sur la gouvernance et la sécurité OCGS. Ancien conseiller spécial du Premier ministre malien, il était jusqu'en mars 2020 chercheur au niveau de l'équipe Sahel du bureau régional de l'Institut d'Études de sécurité (ISS) pour l'Afrique

de l'Ouest, le Sahel et le Bassin du Lac Tchad, basé à Bamako. Avant ce poste, il était chef de projet à International Alert. Il a également travaillé au National Democratic Institute (NDI) pendant plus d'une année, comme Chargé de programme. Il a également été successivement Expert associé à la Mission d'appui aux réformes politiques, Chargé de Mission au cabinet du ministre de la Réforme de l'État et Assistant au Comité d'appui aux réformes institutionnelles. Il a travaillé sur les questions de gouvernance, de droits de l'homme, de renforcement de l'État de droit et de consolidation de la démocratie. Juriste, il est titulaire d'une maîtrise en Droit et un master en sciences politiques.

L'Observatoire qu'il dirige a été créé en 2020 et contribue à la promotion de la bonne gouvernance et au renforcement de la sécurité humaine au Sahel. Fonctionnant comme un dispositif régional de production et de coordination des connaissances, de suivi et de plaidoyer en matière de gouvernance et de sécurité humaine, il fournit aux acteurs locaux, nationaux et internationaux des recherches-actions approfondies, des analyses des changements dans les tendances et les dynamiques ainsi que la création de cadre de réflexion collective sur des questions clé en lien avec la gouvernance et la sécurité.





Email : contact@thinkpeace-sahel.org
Facebook: Think Peace Sahel
Twitter: @thinkpeacesahel
Site web: www.thinpeace-sahel.org



04

Travaux de groupes



IV. TRAVAUX DE GROUPES

La participation des jeunes dans les processus politiques : les défis, les recommandations et les actions concrètes à mettre en place.

1. Groupe du Niger

Activités	Objectifs	Résultats attendus	Acteurs impliqués	Durée de mise en œuvre	Sources Financement	Défis ou obstacles
Organiser des sessions de sensibilisation des jeunes sur l'éveil entrepreneurial dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri	Créer un éveil entrepreneurial auprès des jeunes Inciter les jeunes à s'autonomiser à travers l'entrepreneuriat	Les jeunes prennent conscience de l'importance de l'entrepreneuriat	Le ministère de l'Entrepreneuriat des jeunes ; Le ministère de la Jeunesse ; Maison de l'entreprise FONAP	2 mois	FONAP Le ministère de l'Entrepreneuriat des jeunes PTF	La mobilisation des ressources
Organiser des causeries débat sur le rôle de la communauté dans le cadre de la stabilisation dans 3 communes de la région de Tillabéri	Favoriser le partage d'expériences entre les jeunes, les femmes et les aînés	Les membres de la communauté ont échangé sur les bonnes pratiques à promouvoir pour maintenir la stabilité	Leaders traditionnels Leaders religieux Décideurs locaux	1 mois	Accompagnement des Organisations de la société civile te PTF	
Organiser des concours en art oratoire, des théâtres participatifs, la danse traditionnelle sur la paix	Renforcer la cohésion sociale par la culture	Promouvoir la paix et la stabilité	Jeunes acteurs Autorités locales Légitimités traditionnelles	3 mois	Municipalités USAID Ambassades opérant au Niger	L'adhésion des participants à jouer des rôles
Organiser des séances de restitution au profit des autres jeunes par les mentorés du Niger	Renforcer les capacités des jeunes sur les techniques de plaidoyer	Les jeunes sont capables de conduire des actions de changement par le plaidoyer	Jeunes mentorés	1 jour	Jeunes mentorés	
Rencontrer le ministre de la Jeunesse pour plaider en faveur du renforcement des moyens d'existence des jeunes des localités touchées par l'insécurité	Renforcer le pouvoir économique des jeunes des localités touchées par les conflits	Les jeunes des localités touchées par les conflits sont prioritaires dans l'exécution des programmes	Le ministre de la Jeunesse	3 sem.	Mentorés	La disponibilité du Ministre ; La volonté du Ministre à créer des conditions favorables pour les jeunes

2. Groupe du Burkina Faso

ACTIVITES	OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	CIBLES	ACTEURS IMPLIQUES	DUREE DE MISE EN OEUVRE	SOURCES FINAN CEMENT	DEFIS Ou OBSTACLES
Organiser une campagne digitale et médiatique sur la désinformation la rumeur	Renforcer les capacités d'au moins un million de jeunes auditeurs internautes et téléspectateurs à détecter et lutter contre les fausses informations	Au moins 1 millions d'internautes d'auditeurs et de téléspectateurs sont outillés sur les techniques de détection et de lutte contre les rumeurs et fausses informations	Les jeunes internautes et auditeurs	OSC Médias	1 an	Contribution de nos OSC PTF	Couverture nationale de l'internet limitée
Organiser une caravane de sensibilisation à la paix à travers le sport au profit des élèves	Sensibiliser au moins 800 scolaire sur les notions de paix; conflits et sécurité	Au moins 800 scolaires sont sensibilisés sur les notions de paix conflits sécurité au Burkina	Écoles	OSC	1 année	OSC PTF	Consentements des Responsables d'établissement APE DPEPS Mouvements des scolaires
Renforcement de capacités en Entreprenariat des jeunes en milieu rural et accompagnement technique	Outiller les au moins 50 jeunes sur les modules ou notions d'entreprenariat et les accompagner techniquement dans la mise en œuvre de leur projet	Au moins 50 jeunes sont outillés sur les modules et notions d'entreprenariat et sont accompagnés techniquement dans la mise en œuvre de leur projet	Jeunes en milieux rurales	OSC Consultants PTF ANPE	1 année	PTF FAIJ FAPE	Pérennisation du projet

3. Groupe du Sénégal

ACTIVITES	OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	CIBLES	ACTEURS IMPLIQUES	DUREE DE MISE EN OEUVRE	SOURCES FINANCIEMENT	DEFIS Ou OBSTACLES
Formation sur les idéologies des partis politiques	Redynamiser les écoles des partis	Au moins 2 sessions de restitutions sont faites par les jeunes formés Au moins chaque parti politique dispose des écoles de partis	Jeunes leaders des partis politiques (homme et femmes)	Présidents de partis, Médias, OSC, leaders religieux et coutumiers	6 Mois	Fonds propres, PTF	Insécurité politique Mobilisation des partis politiques, Mobilisation financière
Sessions d'orientation sur l'importance de l'implication des jeunes dans les instances	Sensibiliser les leaders locaux	12 émissions radios, 13 Représentations théâtrales,	Leaders communautaires, Religieux, coutumiers, communicateurs traditionnels et les journalistes				
Formation sur leadership, civisme et la citoyenneté	Renforcer les capacités des femmes et des jeunes, des élèves	Les capacités des jeunes, des femmes et des élèves sont renforcées	Élèves, ASC, groupement de femmes	Élèves, ministère de la Jeunesse et de l'éducation	6 mois	Fonds propres, PTF	La mobilisation des cibles, des élèves
Formation sur les mécanismes de promotion des droits des femmes et des jeunes	Renforcer les capacités des femmes et des jeunes	Les capacités des jeunes, des femmes et des élèves sont renforcées	Les leaders des groupements de femmes, et des jeunes	La société civile, les présidents des partis, les ministères sectoriels	6 mois	Fonds propres, PTF, ministères sectoriels	La mobilisation financière, l'explication des lois en langues locales
Sessions de sensibilisation communautaire les replis identitaires, l'extrémisme violent, dans les zones	Sensibiliser les communautés sur les risques						

4. Groupe du Mali

ACTIVITES	OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	CIBLES	ACTEURS IMPLIQUES	Stratégies	DUREE DE MISE EN OEUVRE	SOURCES FINANCIEMENT	DEFIS Ou OBSTACLES
Renforcement des capacités des jeunes sur le leadership et la vie associative et le réseautage	Renforcer le leadership et les capacités de gestion des jeunes	Le leadership et les capacités de gestion des jeunes sont renforcés	Les leaders des associations de jeunes	Ministère de la jeunesse, CNI, AICAD, JCI	Création d'un vivier de formateurs au niveau national et local pour répondre aux besoins de façon efficace	6 mois	PTF	L'instabilité politique Les rivalités entre les associations des jeunes ; manque de financement
Sensibilisation des jeunes à l'engagement civique et citoyen	Susciter l'intérêt des jeunes pour la vie publique	L'intérêt des jeunes pour la vie publique est suscité	Les jeunes en mettant l'accent sur le milieu rural	Ministère de la jeunesse, CNI, AICAD, JCI, les collectivités, le ministère de l'Éducation	Organiser des foras communautaires, des programmes radios, des rencontres publiques dans les quartiers et les établissements scolaires	1 an	PTF	L'insécurité et le manque de ressources financières, insuffisance de culture de volontariat
La mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce pour la prévention et la gestion des conflits	Améliorer la participation des jeunes dans la prévention des conflits	La participation des jeunes dans la prévention des conflits est renforcée	Les jeunes leaders des communes	Les autorités locales (chefs coutumiers, religieux, autorités administratives et politiques)	Création de cadre d'échanges entre les acteurs impliqués, Renforcement des capacités sur la gestion des conflits, le système d'alerte	1 an	PTF	L'insécurité et le manque de ressources financières, insuffisance de culture de volontariat, manque d'appropriation du mécanisme par les parties prenantes, le retard dans la réponse
Mise en place d'un fond d'appui aux initiatives des jeunes	Renforcer l'autonomisation des jeunes	L'autonomisation des jeunes est renforcée	Organisations de jeunes	Ministère de la jeunesse, CNI,	Sélectionner des projets innovants et fédérer ; mettre en place un système de suivi-évaluation	1 an	Ministère de la jeunesse	Manque de transparence dans la gestion du fond par le donateur et les bénéficiaires
Plaidoyer pour améliorer la participation des jeunes	Améliorer le cadre légal pour la participation des jeunes à la vie publique	Cadre légal pour la participation des jeunes à la vie publique est amélioré						
Multiplication des cadres d'échanges sous-régional et international entre les jeunes	Renforcer l'apprentissage des jeunes sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance	L'apprentissage des jeunes sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance est renforcé						
Création de cadre d'échanges entre la hiérarchie des FDS et la jeunesse	Entreprendre des actions communes pour favoriser la collaboration entre les jeunes et les FDS							

Points soulevés lors de la plénière après exposé des groupes

Remarque tous les groupes comptent sur les PTFs pour le financement des activités identifiées. Est-ce soutenable ? Pourquoi ne pas minorer les coûts de formation et de renforcement des capacités, sachant que vous, les jeunes, appartenez à des organisations et c'est à ce titre que vous participez à des activités de formation en tant que bénéficiaires.

Dès lors, il vous est fait obligation de faire des démultiplications de ces formations au bénéfice des membres de vos structures et d'être les acteurs-formateurs des activités de formation que vous avez identifiées.



05

Déclaration des jeunes au forum de Bamako



V. DECLARATION DES JEUNES AU FORUM DE BAMAKO

PREAMBULE

Nous, les jeunes qui avons pris part au Forum des Jeunes organisé conjointement par l'Institut Gorée (Sénégal) et l'École de Maintien de la Paix (Mali) du 25 au 26 octobre 2022 à Bamako, avons délibéré sur le thème : "Engagement des jeunes en tant que partenaires stratégiques pour la paix et la stabilité politique au Sahel" dans le cadre de la mise en œuvre du programme POWER OF DIALOGUE. Ce programme est conçu pour promouvoir un espace démocratique pacifique et un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif à tous les niveaux.

Nous, les jeunes du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal, exprimons notre détermination à nous engager dans un partenariat stratégique avec des acteurs régionaux, étatiques et non étatiques ; et affirmons également notre engagement à jouer un rôle plus important dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et les processus de prise de décision politique au niveau régional, national et communautaire.

Conscients des résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) du Conseil de sécurité des Nations unies, qui reconnaissent que les jeunes sont les moteurs du changement et qui soulignent également notre rôle particulier en tant qu'agents de consolidation de la paix, de prévention et de résolution des conflits, et de développement post-conflit.

Affirmant que, bien que des milliers de jeunes aient consacré beaucoup de temps et de ressources humaines pour représenter d'autres jeunes sans voix, leurs (demandes ?) voix ne sont guère appréciées, leurs préoccupations ne sont pas prises en considération et leurs suggestions politiques

sont le plus souvent ignorées par les décideurs politiques.

Exprimant notre préoccupation concernant le faible niveau de participation et d'inclusion significative des jeunes dans la consolidation de la paix et les processus de prise de décision politique, et soulignant la nécessité de s'assurer que les voix des jeunes sont entendues et que leur participation significative est garantie ;

Exprimant notre préoccupation quant au fait que l'exclusion des jeunes des étapes initiales du dialogue consultatif national et du processus de négociation en vue de la recherche d'un consensus pendant la transition politique aurait pu être une occasion manquée pour les voix critiques d'influencer positivement le projet de transformation démocratique, car l'exclusion des jeunes des processus de transition risque de reproduire la marginalisation des jeunes dans la dispensation démocratique post-transition.

Exprimant notre inquiétude quant au fait que les jeunes sont perçus par les dirigeants politiques comme manquant de connaissances, d'expérience et de compétences pour proposer des propositions politiques fondées sur des preuves, et manquant également de sagesse et de compréhension pour jouer un rôle de leader dans leurs circonscriptions respectives ;

Notant les règles formelles et informelles existantes établies dans le paysage politique qui empêchent les jeunes d'exprimer leur voix et d'agir individuellement ou collectivement pour influencer l'espace civique et politique au Sahel ;

Exprimant notre préoccupation quant au fait que les pays du Sahel sont témoins d'un degré inquiétant de recul démocratique et d'étranglement de l'espace civique et politique, les jeunes supportant les impacts négatifs de ces déficits démocratiques ;

Notant que la frustration croissante due au rétrécissement de l'espace civique, combinée à la détérioration de la situation économique dans les pays cibles, a poussé de nombreux jeunes à faire entendre leur voix en dehors des (cadres?) politiques formels, notamment par des actions de protestation dans la rue alimentées, (amplifiées ?) par les médias sociaux, parfois au détriment (de la stabilité) politique ;

Soulignant la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la migration illégale des jeunes par des voies de migration (clandestines ?) très dangereuses, et d'envisager des moyens de créer des conditions favorables dans les pays pour la population jeune, afin d'empêcher ces mouvements ;

Appelons la jeunesse sahélienne à l'action. Nous nous engageons à,

1. Créer un réseau et une plateforme pour l'échange de connaissances, et à encourager l'engagement collaboratif pour relever les défis communs auxquels nous sommes confrontés ; et à influencer les décideurs politiques à repenser la nécessité d'un partenariat stratégique avec les jeunes ; et à faire plus d'efforts pour amener les jeunes au cœur de la consolidation de la paix et du processus démocratique participatif ;
2. Souligner notre intérêt commun et l'opportunité d'un changement de paradigme vers un partenariat stratégique et mutuellement bénéfique avec les décideurs politiques dans l'esprit d'une appropriation partagée vers la promotion de la participation active des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique au Sahel.
3. Affirmer notre volonté à nous engager dans l'action civique nécessaire dans ce paysage politique difficile pour élargir l'espace civique, et à nous engager activement dans une campagne efficace contre les tendances

antidémocratiques des acteurs politiques dans nos pays respectifs au Sahel ;

4. Continuer à s'engager dans l'action civique pour que les décideurs politiques voient la nécessité pour nous de faire partie de la conversation politique stratégique en tant que partenaires, et pour que notre opinion politique soit reflétée dans la décision politique qui a un impact sur la vie de nos peuples, des communautés urbaines aux communautés rurales dans nos pays respectifs ;
5. Inscrire nos actions dans une dynamique de synergie plus forte et une approche plus coordonnée pour assurer une mise en œuvre efficace des recommandations inscrites dans cette déclaration ;
6. Capitaliser (ou exploiter) les connaissances acquises lors de ce Forum des jeunes et à assurer le suivi de nos engagements et recommandations inscrits dans cette déclaration ;
7. Organiser un forum annuel similaire sous les auspices de l'Institut Gorée et de l'Ecole de maintien de la paix visant à rassembler les jeunes pour un dialogue avec la société civile, les décideurs politiques et d'autres acteurs dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement durable ;

Recommandons aux acteurs régionaux, gouvernements et organisations de la société civile ce qui suit :

Nous....

1. Appelons la CEDEAO, la MISAHÉL et le G 5 Sahel à impliquer activement les jeunes dans chaque événement afin de capitaliser les meilleures pratiques et les leçons apprises, et d'identifier des solutions communes aux difficultés rencontrées par les jeunes dans les pays respectifs ;

2. Appelons à un partenariat stratégique avec les acteurs régionaux, étatiques et non étatiques dans la promotion de la stabilité politique au Sahel, et aussi encourager la participation significative des jeunes à toutes les phases du dialogue politique ;
3. Appelons les OSC à continuer à renforcer la capacité de la jeune génération à être un défenseur actif des autres jeunes sans voix ;
4. Appelons les gouvernements, les OSC et autres groupes civiques à promouvoir le principe de l'équité intergénérationnelle et à soutenir les initiatives des jeunes visant à favoriser le dialogue intergénérationnel et l'équité par des actions concrètes ;
5. Appelons les décideurs politiques de nos pays à l'adoption d'une loi fixant un quota de 40% de postes nominatifs et électifs en faveur des jeunes ;
6. Appelons les décideurs politiques de nos pays à impliquer les organisations de jeunesse ou les structures dirigées par des jeunes dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques orientées vers la jeunesse, ou des programmes et stratégies adoptés par les gouvernements pour aborder les questions relatives à la jeunesse ;
7. Appelons les gouvernements et les OSC à s'engager dans des programmes efficaces d'éducation civique et de sensibilisation dans les écoles et les universités afin de construire une nouvelle génération qui se soucie plus profondément de ses responsabilités civiques ;
8. Appelons les décideurs politiques à créer des opportunités pour que les jeunes prennent part de manière égale à toutes les décisions qui affectent leurs vies, et que leurs voix soient reflétées dans les politiques formulées pour répondre à la myriade de défis qui affectent les jeunes à travers le Sahel ; sollicitant ainsi des espaces, des opportunités et des ressources pour réaliser leur plein potentiel en tant que citoyens actifs ;
9. Appelons les gouvernements malien et burkinabé à impliquer activement les représentants des organisations de jeunesse dans tous les aspects des plans d'action pré- et post-transition, y compris le processus de réforme constitutionnelle. Cela permettra aux jeunes, y compris les jeunes leaders politiques, de contribuer à la formulation et à la mise en œuvre de politiques pro-jeunes pendant et après la transition politique dans les deux pays ;
10. Appelons les OSC à se mobiliser efficacement autour d'un programme civique spécifique afin d'influencer les positions des gouvernements et de s'assurer que les gouvernements sont plus sensibles aux besoins des jeunes pendant et après la transition politique ;
11. Appelons les groupes de femmes et de jeunes à mobiliser une masse critique pour s'assurer que leurs voix et leurs positions sont entendues et prises en compte dans la promotion de la réconciliation nationale, et la réalisation d'une paix durable, la sécurité, et le processus de développement post-transition au Mali et au Burkina Faso ;
12. Appelons à l'inclusion des jeunes dans toutes les structures et plans dans le cadre de la transition, y compris le processus de révision constitutionnelle, afin d'assurer que leurs droits soient garantis et préservés dans la dispensation démocratique post-transition.

Cette déclaration est signée par tous les jeunes provenant du Sénégal, du Mali, du Niger et du Burkina Faso participant au Forum des jeunes de Bamako.

Fait à Bamako le 26 octobre 2022.

06

Conclusion



VI. CONCLUSION

Le Forum des jeunes de Bamako s'est appuyé sur les efforts continus de l'Institut Gorée et de l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Bèye pour attirer l'attention des décideurs politiques sur un partenariat stratégique avec les jeunes visant à favoriser collectivement la stabilité politique au Sahel. Certains des principaux problèmes émergents discutés et des positions communes adoptées en mettant l'accent sur un partenariat efficace avec les jeunes sont résumés par thème ci-dessous :

1. Acteur de la paix et de la stabilité politique au Sahel

L'une des positions communes exprimées par les participants était que les jeunes sont affectés par des défis sociaux, politiques et économiques profondément enracinés, avec de sérieuses implications pour la stabilité politique à long terme au Sahel. Certains de ces problèmes socio-économiques et politiques ont été soulignés, notamment la mauvaise gouvernance, le manque d'opportunités d'emploi, la marginalisation des jeunes dans la prise de décision politique, la radicalisation et la manipulation des jeunes par les élites politiques.

Les participants ont également soutenu massivement l'idée que l'engagement réussi des jeunes dépend d'un environnement favorable créé par les gouvernements pour les impliquer et les maintenir dans les initiatives de développement économique. Leur position collective était également justifiée par le fait que le renforcement de la sécurité des moyens de subsistance des jeunes n'est pas seulement une fin en soi, mais qu'il est nécessaire pour établir une paix durable dans les communautés rurales et urbaines. À cet égard, ils ont appelé à investir dans des programmes pour les jeunes afin de renforcer les programmes existants de non-violence et de transformation des conflits, et à investir dans le renforcement des capacités en

matière de compétences de leadership, de développement communautaire, de gestion des conflits et d'éducation civique.

Les panélistes et les participants ont également soutenu que toute initiative de subsistance visant à consolider la paix doit s'attaquer aux défis auxquels sont confrontés les jeunes, en commençant par la communauté rurale. Il a également été souligné que les jeunes qui ne sont pas optimistes quant à leur avenir économique sont susceptibles d'être manipulés et sont facilement convaincus d'être impliqués dans des activités criminelles. Un échantillon de participants a également fait valoir que l'attrait de la violence et de la criminalité ne fait que se renforcer dans l'esprit des jeunes économiquement improductifs, dont la plupart pourraient être amenés à croire et à percevoir les responsables politiques ou les élus comme la cause de leurs difficultés économiques. Compte tenu de cette position commune, un appel a été lancé en faveur de la mobilisation des jeunes en tant qu'acteurs de la paix en combinant la formation professionnelle avec des activités économiques qui tirent parti de l'énergie des jeunes et de leur rôle de soutien dans la construction d'une société pacifique.

Les obstacles qui entravent l'engagement des jeunes dans la construction de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique, y compris le système patriarcal, ont été soulignés. Il a été noté que les jeunes ont peu d'opportunités de s'engager dans des activités de construction de la paix, du niveau rural au niveau national. À cet égard, un certain nombre de résistances politiques à l'engagement des jeunes ont été soulignées, notamment le soutien limité des donateurs aux programmes pour les jeunes et le manque de subventions adéquates des gouvernements en faveur de l'autonomisation des jeunes. La nécessité d'établir un forum pour un dialogue constructif entre les jeunes et les décideurs politiques afin de déterminer la meilleure façon d'encourager l'engagement direct avec les organisations dirigées

par des jeunes a été soulignée. Un appel a été lancé pour qu'une plus grande attention soit accordée aux attentes des femmes et des jeunes, en particulier ceux des communautés rurales, où les citoyens n'ont pas accès aux ressources, y compris aux opportunités économiques, et où l'on constate une radicalisation croissante des jeunes par les groupes militants islamistes.

2. Quelques stratégie adopter pour une meilleure inclusion et participation politique des jeunes et des jeunes femmes au Sahel

Des frustrations et des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que, bien que des lois sur la parité pour les postes électifs et nominatifs existent dans les pays cibles, la participation et l'inclusion des jeunes dans les postes nominatifs et représentatifs sont bien en dessous de leur seuil réglementaire respectif. Selon les participants, cette situation est encore pire en ce qui concerne les postes nominatifs, où il n'y a pratiquement aucune disposition légale plus forte obligeant le bras exécutif des gouvernements de leurs pays respectifs à nommer des jeunes dans les gouvernements. Il a également été souligné que les jeunes dans les postes représentatifs et nominatifs sont également entravés par le système patriarcal endoctriné exercé par les dirigeants politiques, qui affecte davantage les jeunes femmes que leurs homologues masculins.

Les participants ont également estimé que la sous-représentation des jeunes dans la vie politique nécessite une volonté et un engagement politiques, des mesures politiques fortes et des partenariats multipartites. Selon la majorité des participants, les dispositions relatives aux quotas visant à renforcer la participation des jeunes et les quotas électoraux par sexe devraient profiter davantage aux jeunes femmes. Ils ont également appelé à l'introduction de dispositions relatives à l'âge dans les quotas électoraux de genre et de dispositions relatives au genre dans les quotas électoraux de jeunes. Toutefois, les participants ont formulé des critiques croisées, avec des opinions opposées, concernant

les lois sur les quotas de femmes adoptées par les pays en raison de leurs lacunes. Par exemple, les participants maliens et burkinabés ont critiqué leurs lois nationales dans le sens où le quota n'est pas lié au résultat des élections mais plutôt un quota neutre d'au moins 30% de chaque sexe.

Bien que les quotas se soient avérés être d'excellentes mesures politiques pour réduire la sous-représentation des femmes et des jeunes en politique s'ils sont correctement mis en œuvre, l'opinion contre les 30 % a également été contestée, l'argument étant que les femmes doivent être méritantes et compétitives, et ne pas dépendre entièrement des quotas pour protéger leurs intérêts. Cela a conduit à un appel collectif en faveur d'un investissement accru dans l'éducation des jeunes femmes, les 30% n'étant là que pour les protéger en raison de leur manque de compétences requises pour concourir sur un pied d'égalité avec les hommes. Comme l'a dit un participant nigérien et le panéliste, il n'y a pas besoin de quotas pour combler les lacunes des femmes, si elles ont un accès égal à une éducation de qualité et à d'autres formes d'autonomisation pour renforcer leur position dans la compétition avec les hommes.

Tant les panélistes que les participants ont soutenu l'idée qu'une éducation de qualité dote les jeunes des connaissances et des capacités nécessaires, tandis que l'éducation civique leur ouvre des perspectives en tant que futurs dirigeants. Elle les aide à acquérir les aptitudes et les compétences nécessaires, leur permettant de reconnaître leur rôle de citoyen et d'exercer leurs droits et obligations, ce qui ouvrira finalement la voie à leur inclusion et à leur participation active dans la prise de décision politique.

3. Rôle et responsabilité des jeunes dans les transitions politiques au Sahel

Certains se sont inquiétés du fait que l'exclusion des femmes et des jeunes des étapes naissantes de la transition politique aurait pu être une occasion manquée d'avoir toutes les voix pour influencer le plan de transformation démocratique, car

l'exclusion des jeunes femmes et hommes des processus de transition risque de reproduire l'inégalité entre les sexes dans les nouvelles structures et de la perpétuer dans les attitudes sociétales. Il est donc nécessaire d'appeler à l'inclusion du groupe civique dans toutes les structures et tous les plans dans le cadre de la transition, y compris le processus de révision constitutionnelle, afin de s'assurer que leurs droits sont garantis et préservés dans la dispensation démocratique post-transition. À cet égard, les gouvernements sont invités à impliquer activement les représentants de ces groupes civiques dans tous les aspects des plans de pré- et post-transition, y compris le processus de réforme constitutionnelle, la formulation et la mise en œuvre des politiques.

Il y a eu une reconnaissance collective du lien entre une transition politique inclusive et l'opportunité d'une stabilité post-transition, avec un fort soutien pour la mise en œuvre effective de l'agenda de transition établi qui appelle à un engagement effectif des jeunes dans le dialogue comme seul moyen par lequel le déclin et le déficit démocratique peuvent être collectivement abordés.

4. La participation des jeunes aux processus politiques : défis, recommandations et actions concrètes à mettre en œuvre

Les jeunes ont partagé plusieurs préoccupations et questions clés auxquelles, selon eux, leurs gouvernements respectifs devraient donner la priorité, notamment les points suivants, résumés par thème.

- Disposer de moyens de subsistance des jeunes dans les communautés rurales et urbaines : les participants ont demandé aux gouvernements de diversifier les moyens de subsistance, ce qui, selon eux, devrait consister en des stratégies différentes et un ciblage sur les zones plus rurales. Cela peut nécessiter un changement de priorités pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté des jeunes, tandis que dans les zones plus urbaines, des efforts doivent
- être faits pour atteindre les objectifs de formation professionnelle et d'expansion de l'emploi.
- Créer un espace pour que les jeunes puissent partager leurs opinions : Les participants ont noté avec satisfaction les efforts importants des jeunes qui façonnent leurs communautés de manière constructive malgré la violence et les risques auxquels ils sont confrontés quotidiennement. Ils ont également souligné la nécessité de créer davantage d'espace pour que les jeunes puissent partager leurs opinions sur le rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la paix, et de promouvoir les conversations en ligne sur le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix, la transformation des conflits et la lutte contre l'extrémisme violent.
- Investir dans les capacités des jeunes pour la paix et la stabilité : les participants ont appelé les acteurs régionaux, étatiques et non étatiques à faire les bons investissements qui permettront aux jeunes de contribuer à la paix, en veillant à ce qu'ils disposent de moyens significatifs pour s'engager dans la vie sociale et politique et puissent accéder à une éducation de qualité, à une formation professionnelle et à des opportunités économiques.

Recommandations à l'endroit des acteurs étatiques et non étatiques au Sahel

- Impliquer les organisations de jeunesse ou les structures dirigées par des jeunes dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques axées sur la jeunesse : Les participants ont appelé les décideurs politiques à tous les niveaux du système de gouvernance à concevoir des politiques et des stratégies de soutien et à allouer des ressources appropriées à l'autonomisation des jeunes et des femmes. Plus important encore, ils ont appelé les gouvernements cibles à faire ce qui suit :

- impliquer les organisations de jeunesse ou les structures dirigées par des jeunes dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques en faveur des jeunes ;
- créer des opportunités pour que les jeunes puissent prendre part de manière égale à toutes les décisions qui affectent leur vie, et pour que leurs voix soient reflétées dans les politiques formulées pour répondre à la myriade de défis qui les affectent ;
- réformer la politique en faveur du processus de consolidation de la paix en tenant compte du rôle des jeunes dans les pays respectifs pour une stabilité politique durable ;
- Partenariat stratégique avec les États et les acteurs non étatiques : Les participants ont appelé à un partenariat stratégique avec les acteurs régionaux, étatiques et non étatiques dans la promotion de la stabilité politique au Sahel, et ont également appelé les États à :
 - encourager la participation significative des jeunes à toutes les phases du dialogue politique.
 - impliquer les jeunes dans chaque événement afin de capitaliser les meilleures pratiques et les leçons apprises, et d'identifier des solutions communes aux difficultés rencontrées par les jeunes dans leurs pays respectifs.
- L'inclusion des femmes et des jeunes dans les plans d'action pré- et post-transition : les participants appellent les gouvernements malien et burkinabé :
 - à se mobiliser efficacement autour d'un programme civique spécifique afin d'influencer les positions des gouvernements ; et à faire en sorte que les gouvernements soient plus attentifs aux besoins des jeunes pendant et après la transition politique ;
 - appeler les gouvernements à inclure les jeunes dans toutes les structures et plans dans le cadre de la transition, y compris le processus de révision constitutionnelle, afin de garantir que leurs droits soient garantis et préservés dans la dispensation démocratique post-transition.
- Appelant les gouvernements, les OSC et autres groupes civiques à promouvoir le principe de l'équité intergénérationnelle, et à soutenir les initiatives des jeunes visant à favoriser le dialogue intergénérationnel et l'équité par des actions concrètes.
- Appelant les gouvernements et les OSC à s'engager dans des programmes efficaces d'éducation civique et de sensibilisation dans les écoles et les universités afin de construire une nouvelle génération qui se soucie plus profondément de ses responsabilités civiques ;

Reconnaissant certains des défis auxquels les jeunes sont confrontés, l'Institut Gorée et l'Ecole de Maintien de la Paix ont créé un espace pour que les jeunes mènent une réflexion plus approfondie sur la façon de s'engager dans un partenariat stratégique pour relever des défis communs. Pour les deux institutions, il s'agit pour les jeunes de s'engager à échanger des opinions sur un sujet qui a un impact direct sur leur bien-être, leurs passions individuelles et leurs aspirations futures. Il s'agit de créer une opportunité de se connecter avec des pairs partageant les mêmes idées, et de réfléchir à la manière d'influencer les options politiques vers un objectif commun.

Pendant les deux jours de délibérations actives, les participants ont mutuellement approuvé les positions communes, les mesures, les recommandations et les actions correspondantes nécessaires pour favoriser le partenariat stratégique avec les acteurs étatiques et non étatiques dans la consolidation de la paix et les processus politiques au Sahel. Les dirigeants des deux institutions ont exprimé leur profonde gratitude et ont également applaudi avec une profonde satisfaction l'engagement et la volonté des autorités étatiques et des jeunes de s'engager dans un partenariat stratégique pour favoriser la stabilité politique au Sahel.



GOREE
INSTITUTE

07

07

Annexes



VII. ANNEXES

1. Agenda du forum



FORUM SOUS RÉGIONAL DE LA JEUNESSE

Engagement des jeunes comme partenaires stratégiques pour la paix et la stabilité politique au Sahel

25 - 26 octobre 2022, Alioune Blondin Beye Peacekeeping School Bamako, Mali

AGENDA

HEURES	SESSIONS	ACTIVITÉS	RESPONSABLES	MODERATEURS
JOUR 1 : 25 OCTOBRE 2022				
09:00 – 10:00	Cérémonie d'ouverture	Présentation du programme, code de conduite, but et objectifs du Forum	Latyr Tine, Senior Programme Officer : Consolidation de la Paix et prévention des conflits à l'Institut Gorée	Issiaka BA Latyr Tine
		Mot de bienvenue: <ul style="list-style-type: none"> • Colonel Souleymane Sangaré, Directeur Général – EMP-ABB • M. Doudou DIA, Directeur Exécutif - Institut Gorée • M. Habib DACKOULO, Président du Conseil National de la Jeunesse du Mali • Colonel Major Ismael WAGUE, Ministre de la réconciliation, de la Paix et e la Cohésion Sociale • M. Mossa Ag ATTAHER, Ministre de la jeunesse du Mali 		



THE POWER
OF DIALOGUE
CONSORTIUM

HEURES	SESSIONS	ACTIVITÉS	RESPONSABLES	MODERATEURS
10:00 – 10:30	PHOTO DE FAMILLE ET PAUSE-CAFÉ			
10:30 – 10:45	Présentation	Projection de Vidéo	Koassi AKAKPO	
10:45 – 11:00	Présentation	Présentation des participants	Latyr Tine	
11:00 – 13:00	Panel 1	La jeunesse : acteur de paix et de stabilité politique au Sahel	Kassim FOMBA (Coordinator Think Peace)	Latyr Tine
13:00 – 14:00	PAUSE DEJEUNER			
14:00 – 16:00	Panel 2	Quelle stratégie adopter pour une meilleure inclusion et participation politique des jeunes et des jeunes femmes au Sahel ?	Mme Hadja SAMAKE (Formatrice EMP-ABB)	
FIN DE LA PREMIERE JOURNEE				
JOUR 2 : LE 26 OCTOBRE 2022				
08:00 – 08:30	Synthèse	Récapitulation des sessions du premier jour	RAPPORTEUR	

HEURES	SESSIONS	ACTIVITÉS	RESPONSABLES	MODERATEURS
08:30 – 10:30	Panel 3	Rôle et responsabilité des jeunes dans les transitions politiques au Sahel	Mathias C. HOUNKPE (Directeur Pays IFES)	Sidy CISSE
10:30 – 11:00	PAUSE CAFE			
11:00 – 12:00	Travaux de groupes pays	La participation des jeunes dans les processus politiques : les défis, les recommandations et les actions concrètes à mettre en place	Participants	Latyr TINE
12:00 – 13:00	Restitution des travaux	Présentation des travaux en plénière	Participants	Latyr TINE
13:00 – 14:00	PAUSE DEJEUNER			
14:00 – 15:00	Partage d'expérience	Récit d'une vie : <ul style="list-style-type: none"> • Parcours, défis, obstacles, réussites, succès • Conseils et recommandations aux jeunes du Sahel 	Baba DAKONO, Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité	
15:00 – 15:30	Session 09	Lecture et validation de l'appel des jeunes de Bamako	Rapporteur / participants	

HEURES	SESSIONS	ACTIVITÉS	RESPONSABLES	MODERATEURS
15:30 – 16:00	Evaluation	Evaluation du forum	Koassi Akakpo	
16:30 – 16:30	Remise des certificats	Les certificats de participation sont remis par les officiels	GORIN; PANELISTES; EMP	Latyr TINE
16:30 – 17:00	Cérémonie de clôture	<ul style="list-style-type: none"> • Représentant des participants • Représentant EMP • Représentant du GORIN • Autorité malienne 	Issiaka BA	
17:00	FIN DU FORUM / COCKTAIL			

2. List des participants

	PRENOMS & NOM	ORGANISATION	PAYS
1	Dado DICKO	L'association d'appui au développement communautaire (AADECOM) et le parti mouvement patriotique pour le renouveau (MPR)	Mali
2	Zeinabou Walet MOHAMED ALI	Accountability Lab	Mali
3	Souhadou DIASSO	Action pour la Sécurité Humaine en Afrique (ASHA)	Burkina Faso
4	Pingdwendé Aimée DJIGUIMDE	Association Peace For All	Burkina Faso
5	Maliki BOUDO	Réseau National des Clubs de Paix de WANEP-BURKINA, Organisation pour le Panafricanisme et l'Engagement Citoyen	Burkina Faso
6	Adjaratou TALL	Réseau Ouest Africain des Jeunes femmes Leaders	Burkina Faso
7	Kadidiatou TARPAKA	Vivier d'expertise féminin pour une gouvernance inclusive de la sécurité au Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger)	Burkina Faso
8	Samira marichatou AMADOU	Women Environmental Programme WEP Niger	Niger
9	Zara ISSA ABDOU	Sahel Activistes Niger	Niger
10	Ibrahim AWAL OUMAROU	Réseau des web Activistes pour la Paix et la Démocratie en Afrique (RWAPDA)	Niger
11	Zakari Yaou IDRISSE ABDOU	MPR-Jamhuriya	Niger
12	Amadou SANDA DAN TANI	ONG FEMMES, ACTIONS ET DEVELOPPEMENT (FAD)	Niger
13	Catherine Françoise D'OLIVIERA NANCASSE	Association des personnes handicapées physiques et mentaux "night to shine" Sénégal	Sénégal
14	Albert Damase Lamine DIATTA	Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO (REPSFECO)	Sénégal
15	Khadidiatou DIEBATE	ROAJELF SENEGAL réseau ouest africain des jeunes femmes leaders	Sénégal
16	Omer MANGA	KABONKETOOR et Ambassadeur de la Paix	Sénégal
17	Oumy NGOM	Réseau Siggil Jigéen	Sénégal
18	Soumaila THIOMBIANO	Volontaire de la région de l'Est/ EducommunicAfrik	Burkina Faso
19	Didier DAOUROU	Superviseur de la région du Centre-Nord/ EducommunicAfrik	Burkina Faso
20	Safiatou TIENDREBEOGO	Superviseur de la région de l'Est/ EducommunicAfrik	Burkina Faso

	PRENOMS & NOM	ORGANISATION	PAYS
21	Ousmane SOUBIDOU	Volontaire de la région de l'Est/ EducommunicAfrik	Burkina Faso
22	Yahaya BARRY	Volontaire de la région du Sahel/ EducommunicAfrik	Burkina Faso
23	Ramatoulaye DICKO	Superviseur de la région du Sahel/ EducommunicAfrik	Burkina Faso
24	Boris ZONOU	Chargé de communication/ EducommunicAfrik	Burkina Faso
25	Samira MONE	Superviseur de la région du Nord/ EducommunicAfrik	Burkina Faso
26	Issa GAMBRE	Membre du Bureau Exécutif/ EducommunicAfrik	Burkina Faso
27	Zainabou MANDE	Volontaire de la région du Centre-Nord/ EducommunicAfrik	Burkina Faso
28	Sergine GAKWAYA	MISAHEL	Mali
29	Samerou DIALLO	Démocratie 101	Mali
30	Mahamadou Cisse	NIMD	Mali
31	Fousseyni DIOP	Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie	Mali
32	Aissata BOCOUM	Association pour la promotion des droits des filles et des femmes	Mali
33	Hawa TRAORE	Réseau National pour l'Eveil Démocratique et Patriote	Mali
34	Bintou BERTHE	Association des Jeunes pour la Promotion de la Citoyenneté	Mali
35	Mamadou Sansi BAH	Réseau des Jeunes des Partis Politiques du Mali	Mali
36	Fanta Coumba KEREMBE	Réseau des Jeunes Femmes leaders des Partis Politiques et des Organisations de la Société Civile	Mali
37	Fady TRAORE	Institut Malien de Recherche Action pour la Paix	Mali
38	Moriba Sissoko	Réseau des Organisations Jeunesse Africaine Leaders des Nations Unies pour les ODD	Mali
39	Lalla DIAKITÉ	Conseil National de la Jeunesse du Mali	Mali
40	Maimounatou MAIGA	EWA Mali	Mali
41	Hadja SAMAKE	EMP-ABB	Mali
42	Mathias C. HOUNKPE	International Foundation for Electoral Systems	Mali
43	Baba DAKONO	Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité	Mali
44	Kassim FOMBA	Think Peace	Mali



